

# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM-2021-049 - Séance du 19/05/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 19 mai à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 13 mai 2021.

### **Présent(s) :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

### **Absent(s) représenté(s) :**

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA Josiane DEVESA pouvoir à Olivier TAPIE Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN Bernard VIDAL pouvoir à Valérie DALMAS Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Ludovic DUCAMP François-Xavier CHAZOTTES pouvoir à Martin FAURE Olivier DURIX pouvoir à Damien CORDEAU Xavier POTAVIN pouvoir à Claire VITOU Emilie CHENOT pouvoir à Christophe DOLL Nadine GUILLON pouvoir à Sandrine GAUTIER.

### **Absent(s) :**

**Secrétaire de séance :** Damien CORDEAU.

## N° DLM-2021-049 - COMMUNICATION DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES PORTANT SUR LES EXERCICES BUDGÉTAIRES 2014 ET SUIVANTS

Monsieur Olivier TAPIE, conseiller municipal rapporte :

En application des dispositions de l'article L. 211-8 du Code des Juridictions Financières, la Chambre Régionale des Comptes Occitanie a examiné certains aspects de la gestion de la Ville durant les exercices 2014 et suivants.

L'instruction a été réalisée de janvier à septembre 2020. A son issue, cet examen de gestion a fait l'objet d'un rapport d'observations provisoires transmis à la Ville le 06 octobre 2020.

Par courrier en date du 02 décembre 2020, Monsieur le maire a transmis à la Chambre Régionale des Comptes un document en réponse à certaines observations formulées dans le rapport provisoire. Après avoir pris acte de ces réponses la Chambre a arrêté ses observations définitives dans un rapport transmis le 25 février 2021. Le maire a formulé ses réponses à ses observations définitives le 24 mars 2021.

Le rapport d'observations définitives, intégrant les réponses du maire de Baillargues, a été communiqué à la Ville par courrier du 30 avril 2021.

L'article L. 243-6 du Code des Juridictions Financières fait obligation aux exécutifs des collectivités de communiquer à leur assemblée délibérante, dès leur plus prochaine réunion, les observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes en vue d'un débat en conseil municipal.

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la communication des observations définitives formulées par Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie, transmises à la ville de Baillargues le 30 avril 2021 et de la tenue du débat portant sur le rapport.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Olivier TAPIE et après en avoir délibéré à l'unanimité, **PREND ACTE** de la communication des observations définitives formulées par Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie, transmises à la ville de Baillargues le 30 avril 2021 et de la tenue du débat portant sur le rapport.

Pour extrait certifié conforme au registre,

*Le mercredi 19 mai,*

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*